

Après l'échec de la droite, les scénarios de la recomposition

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Après l'échec de la droite, les scénarios de la recomposition. 2017. halshs-01520633

HAL Id: halshs-01520633
https://shs.hal.science/halshs-01520633

Submitted on 10 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THE CONVERSATION
L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

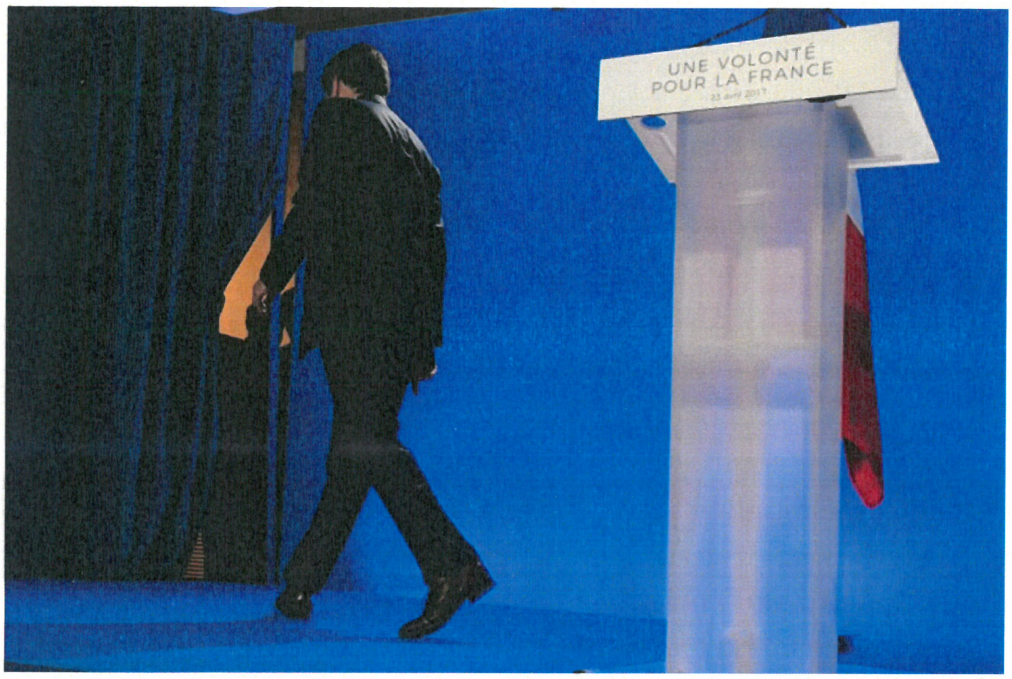
Après l'échec de la droite, les scénarios de la recomposition

25 avril 2017, 21:26 CEST

Auteur



Pierre Bréchon
professeur émérite de science politique,
Sciences Po Grenoble



François Fillon à son QG de campagne, à Paris, le 23 avril 2017. Christophe Archambault/AFP

Si la situation de la gauche française apparaît extrêmement préoccupante après le premier tour de la présidentielle, celle de la droite de gouvernement n'est guère plus brillante. Les élections régionales de 2015 avaient mis en évidence le fort poids d'un tripartisme partisan avec le Front national qui confirmait sa capacité à rivaliser avec les deux grands partis de gouvernement, même s'il ne remportait aucune région. Au second tour, Les Républicains avaient fortement dominé, recueillant près de 41 % des suffrages exprimés et gagnant sept régions métropolitaines sur treize.

Dix-huit mois plus tard, les socialistes et les républicains se trouvent exclus du second tour de

l'élection présidentielle. Comment la droite de gouvernement a-t-elle pu en arriver là ? Comment a-t-elle fait pour perdre une élection jugée imbattable, le désaveu du quinquennat socialiste dans l'opinion laissant augurer une alternance « naturelle » ?

La droite et le centre avaient mis en place des primaires citoyennes qui, à l'automne 2016, s'étaient révélées un grand succès puisque les débats télévisés entre candidats étaient très suivis et que la mobilisation était fort importante : 4,3 millions d'électeurs au premier tour, 4,4 au second. Le résultat en fut très surprenant puisque Nicolas Sarkozy, président du parti, se trouvait éliminé dès le premier tour et qu'au second François Fillon, sous-estimé par les sondages, l'emportait largement sur Alain Juppé, longtemps considéré comme le meilleur candidat de la droite pour affronter Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. C'est alors la droite des Républicains qui l'emporte sur les tendances plus centristes, avec un programme très libéral en économie, réduisant fortement les fonctions publiques et souvent perçu comme antisocial.

Une droite battue, mais pas anéantie

Après Alain Juppé, c'est donc François Fillon qui semble promis à être le prochain président de la République. Mais cet état de grâce est de courte durée. Il commence à régresser dans les sondages dès le mois de décembre. Il éprouve de la difficulté à rassembler l'ensemble de son camp, même s'il revoit en partie son programme pour tenir compte des tendances plus centristes.

Mais ce sont évidemment les affaires autour des contrats de travail de sa famille – qui émergent le 25 janvier dans le *Canard enchaîne* – qui précipitent son érosion. De 25 % des intentions de vote le 10 janvier il tombe à 22 % le 1er février, puis à 18 % le 6 du même mois. Fillon ne parvient plus à défendre son programme, devant en permanence justifier la probité dont il se réclamait. Il oscille ensuite dans les intentions de vote, remontant légèrement vers la fin de la campagne. Pendant plusieurs semaines, la question de son maintien dans la compétition est posée, le candidat semble s'acharner à rester, tandis que Les Républicains n'arrivent pas à s'entendre sur un plan B pour lui substituer un leader susceptible de mieux mobiliser la droite.

François Fillon termine sur le score honorable de 20 % des suffrages exprimés – ce qui au vu des affaires et du soutien limité de certains élus dans ce contexte, montre que Les Républicains gardent des soutiens importants dans l'opinion. Ils ne sont pas du tout dans la même position que les socialistes réduits à 6,4 % des suffrages, au terme d'un quinquennat qui a mécontenté une bonne partie de leur électorat. Dès le premier tour, ces derniers étaient divisés entre le candidat officiel du parti, Benoît Hamon, et celui qui, bien qu'ayant rompu avec le Président, François Hollande, avait été responsable de sa politique économique.

Un électorat âgé, catholique et socialement favorisé

Malgré ce score honorable, François Fillon est éliminé de la compétition. Son électorat est extrêmement clivé selon les générations : il recueille moins de 10 % chez les 18-34 ans, guère plus

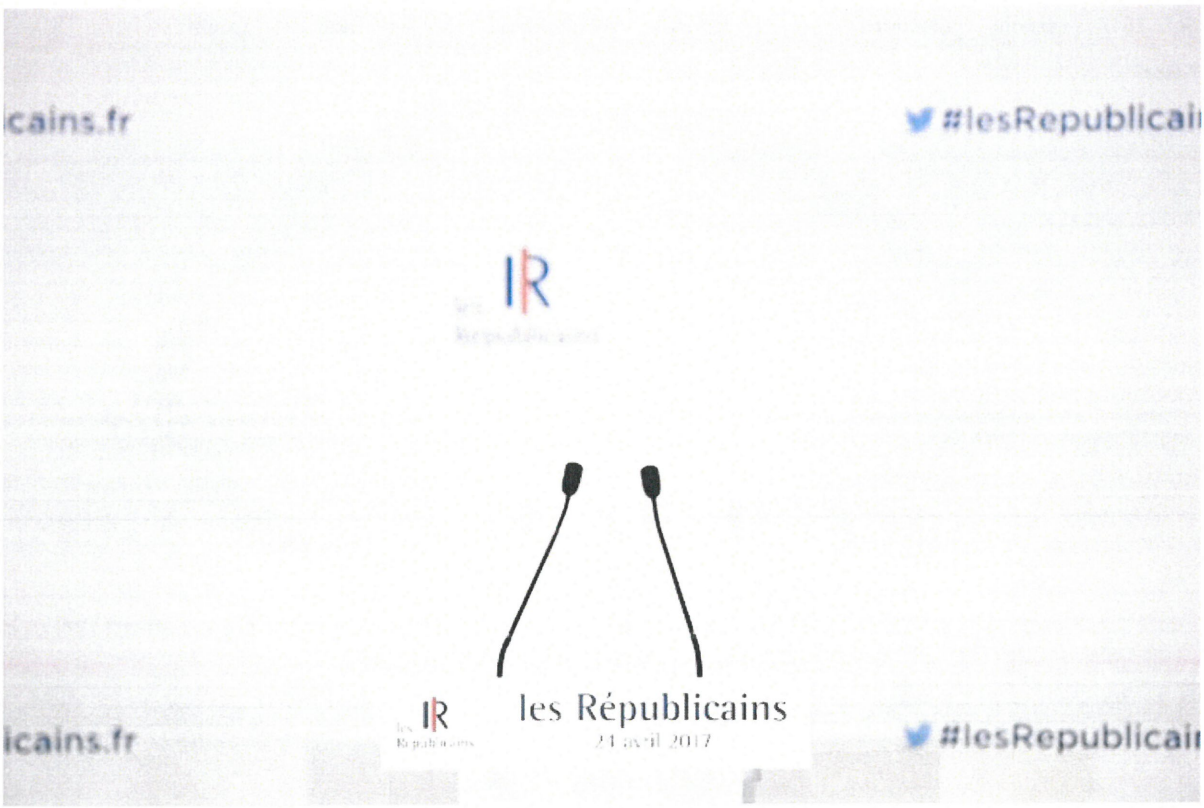
chez les 35-59 ans, mais 27 % des 60-69 ans et 45 % des 70 ans et plus !

L'électorat filloniste est aussi économiquement et socialement favorisé puisqu'on n'y trouve que 8 % d'employés et 5 % d'ouvriers. Corrélat de l'âge, François Fillon est fortement soutenu par les catholiques pratiquants, malgré les affaires : 51 % d'entre eux votent pour lui. Cette sociologie semble devoir faire réfléchir les leaders de la droite : si celle-ci ne trouve pas les moyens d'attirer davantage à l'avenir les jeunes générations et les catégories populaires, elle aura du mal à renouer avec la victoire. Rappelons-nous que Jacques Chirac avait gagné l'élection de 1995 sur le diagnostic de « la fracture sociale ».

Par rapport au premier tour de la présidentielle de 2012 dans laquelle Nicolas Sarkozy avait réuni 27,2 % de suffrages, François Fillon perd donc plus de 7 points. Il ne conserve que 59 % des suffrages du Président sortant. Il perd 17 % des sarkozystes attirés par Emmanuel Macron et 14 % séduits par Marine Le Pen.

Divisions internes, maintien d'un parti fort et possible cohabitation

L'avenir de la droite est donc aussi très dépendant de possibles recompositions en cours sur la scène politique. La division interne des Républicains est forte comme le bureau politique au lendemain de l'élection l'a bien montré. Après l'échec du 23 avril, certains seront-ils tentés de structurer un pôle de centre droit, plus ou moins allié d'Emmanuel Macron ? Et que feront les plus proches d'une droite sécuritaire et anti-immigration ? Certains responsables rejoindront-ils les combats du Front national ?



Au siège parisien du parti Les Républicains, le 24 avril 2017. Martin Bureau/AFP

Mais le scénario de la persistance des Républicains comme pôle fort de la droite et du centre est également tout à fait possible. Un parti a toujours beaucoup à perdre dans les recompositions. Il faut donc en général une longue période d'affaiblissements, de désaccords importants, d'écœurements réciproques entre responsables avant qu'un parti n'éclate. Il faudra suivre l'émergence d'un nouveau leader à la tête du parti – sera-ce un profil de conciliateur ou quelqu'un de plus clivant ? –, puis examiner quelles thématiques Les Républicains inscrivent de manière prioritaire dans leur programme pour espérer emporter une majorité parlementaire et reconquérir les « forces vives » de la société française.

Il est bien sûr beaucoup trop tôt pour pronostiquer les résultats des élections législatives. Mais Les républicains et l'UDI disposent de personnalités bien implantées dans leurs circonscriptions, qui peuvent avoir une bonne image et ne sont pas compromises dans les affaires en cours. Ces personnalités peuvent être souvent en état de battre une gauche divisée, avec un Parti socialiste en voie d'éclatement. Et les candidats du mouvement En Marche !, issus de la « société civile » pourraient avoir du mal à s'imposer dans un scrutin où les hommes politiques professionnels, bien que mal considérés, pourraient souvent apparaître plus crédibles que des néophytes sympathiques mais sans expérience politique.

L'un des scénarios possibles est donc l'émergence d'une majorité de droite qui exercerait le pouvoir dans une cohabitation inattendue ! Mais un autre scénario est évidemment possible : celui de l'absence de majorité à l'issue des législatives, obligeant le futur Président à former une coalition ou à trouver une majorité parlementaire pour chaque projet de loi.

Présidentielle 2017 **gauche** **élections** **Les Républicains** **Alain Juppé** **Nicolas Sarkozy** **droite** **François Fillon**